

INTERVIEW

« Il est temps d'élaborer un plan Commerce 2030 »

Jacques Creyssel, délégué général de la fédération qui rassemble aussi bien Carrefour, Auchan et Casino que FNAC Darty se félicite que le gouvernement considère enfin le commerce comme un secteur stratégique. Il annonce la création de France Commerce, une structure qui intègre les indépendants Leclerc, et dessine les contours de l'action que les professionnels attendent du gouvernement.



Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution, attend des Assises du commerce le soutien de l'Etat pour aider les commerçants à opérer la double transition numérique et environnementale. (Pierre VASSAL/HAYTHAM-REA)

Par **Philippe Bertrand**

Publié le 29 nov. 2021 à 17:30 | Mis à jour le 29 nov. 2021 à 17:43

Le gouvernement lance le 1er décembre les Assises du commerce. Est-ce selon vous une bonne initiative ?

C'est une idée que nous avons portée. Elle est désormais un projet du président de la République, sous la direction de Bruno Le Maire [ministre de l'Economie, NDLR] et Alain Griset [ministre délégué aux PME, NDLR]. Il est apparu nécessaire aux distributeurs et commerçants de toute taille, surtout compte tenu de la crise du Covid, d'élaborer une vision stratégique à moyen terme pour le commerce en France.

Jusqu'à présent, le gouvernement a présenté sa vision industrielle, avec récemment un plan de soutien de 30 milliards à l'horizon 2030. Il est désormais temps de faire de même pour le commerce, qui est le premier secteur économique de France, présent sur tous les territoires. L'objectif de ces Assises est d'élaborer un plan « Commerce 2030 ».

Comment le Black Friday est devenu le premier fournisseur du père Noël

Le commerce c'est un secteur large qui va de la petite boutique indépendante à la chaîne de grandes surfaces. Comment dégager des voies communes ?

Il est vrai que le commerce est divers et éclaté, notamment dans sa représentation. Mais pendant la crise, nous avons su parler d'une même voix, et notre travail a été unanimement salué. Pour poursuivre ce travail collectif et être plus efficaces, les grandes enseignes se sont réunies dans une maison commune baptisée « France Commerce », qui regroupe les adhérents de la Fédération du commerce et de la distribution [laquelle rassemble les grands groupes comme Auchan, Carrefour, Casino, Decathlon, FNAC Darty ou Système U, NDLR], ainsi que notamment Leclerc, Leroy Merlin, Ikea et Castorama.

Les ateliers des Assises, sur la consommation, les territoires, la fiscalité et les compétences concernent tous les types de commerce. Il s'agit justement de sortir des

oppositions traditionnelles stériles entre centre-ville et périphérie, petit et grand commerce, e-commerce et commerce physique, alimentaire et non alimentaire.

Qu'attendez-vous précisément du gouvernement ?

Les commerçants traversent tous, sans exception, une période de mutation majeure, de la petite boutique à la grande surface. Ils doivent affronter au même moment la **transition numérique** et la transition écologique. Pendant la crise du Covid, les ventes en ligne se sont accélérées. Tous les modèles sont devenus omnicanaux. Les places de marché Internet se sont multipliées.

« Les enseignes doivent être à la pointe du développement durable, dans leurs pratiques mais aussi dans leur offre de produits. »

Dans le même temps, les enseignes sont de plus en plus des apporteurs de solutions innovantes pour leurs clients, pour la planète, pour les territoires. Elles doivent être à la pointe du développement durable, dans leurs pratiques mais aussi dans leur offre de produits. C'est le moment de l'occasion, du recyclage, du durable, de la fin du gaspillage, etc.

Faire face à ces défis exige des investissements lourds. Or un grand distributeur investit environ 2 % de son chiffre d'affaires chaque année, quand un Amazon est monté à 9 %, soit 50 milliards de dollars en 2021 ! L'Etat doit nous accompagner avec des aides comparables à celles de l'industrie, pour soutenir et faciliter cette révolution du commerce.

A quoi doit servir cet argent ?

Les vecteurs d'investissement sont nombreux. Il faut tout à la fois investir dans la technologie numérique, le traitement des données, la modernisation des magasins pour

les rendre plus attractifs, la création de nouveaux services qui attireront les consommateurs, l'optimisation de la logistique, la décarbonation, les économies d'énergie... Si l'on ne fait pas cela, le commerce risque de se retrouver entre les mains de quelques plateformes mondiales comme Alibaba ou **Amazon**, ce qui ne sera pas bon pour l'industrie française.

Mais le sujet est également celui de l'égalité fiscale avec les plateformes numériques, avec la suppression de la Tascom, la taxe sur les surfaces commerciales. Nous demandons la modernisation des règles en matière d'urbanisme commercial pour, par exemple, transférer des mètres carrés d'un lieu à un autre sans enfreindre le moratoire décidé sur les surfaces commerciales. Pour l'emploi des jeunes, nous souhaitons enfin la prolongation des dispositifs de soutien à l'embauche et à l'alternance.

Notre sélection d'articles

REPORTAGE - Au Texas, TotalEnergies fait pousser des éoliennes et des panneaux solaires

ZOOM - Ares, la PME française qui rachète les Mirage du Qatar

ZOOM- A Dubaï, Airbus remporte haut la main la partie face à Boeing

DECRYPTAGE - Comment Patrick Drahi a bousculé la maison Sotheby's

Philippe Bertrand